Une professeure allemande : l’UE est finie. Et après ? | Dr Ulrike Guérot

L’Union européenne est devenue un véritable monstre bureaucratique et autoritaire, et il est impossible de la réformer. Elle doit mourir et elle mourra. Mais que viendra-t-il ensuite ? Le continent, lui, sera toujours là. La professeure Ulrike Guérot rejoint Pascal pour discuter de son nouveau livre (en allemand), « Endlich Europa! », et de ce que pourrait être l’Europe au-delà de l’ Union européenne. Elle propose une république européenne associant une citoyenneté égale pour tous, des régions autonomes et des institutions communes aux compétences limitées. Leur conversation explore le républicanisme, la démocratie, les infrastructures, la souveraineté et les tensions au sein du marché unique et de la zone euro. Lottaz met sa proposition à l’épreuve en lui opposant une solution inspirée de l’ASEAN, tandis que Guérot soutient que l’intégration économique existante exige un cadre politique différent. Ensemble, ils s’interrogent sur la place de l’Europe dans un monde multipolaire émergent. Liens d’Ulrike : Endlich Europa! — livre et ressources multilingues : https://endlich-europa.eu Liens de Neutrality Studies : Substack de Neutrality Studies : https://pascallottaz.substack.com Soutenir Neutrality Studies : https://neutralitystudies.com/donate Boutique de Neutrality Studies : https://neutralitystudies.com/shop Repères temporels 00:00 Ulrike Guérot : imaginer l’Europe après l’UE 05:15 Ce que signifie une république 14:33 Le marché unique et le déficit politique de l’Europe 20:09 Régions, identités et citoyenneté égale pour tous 27:46 Qui fixe les règles dans une république européenne 38:11 Subsidiarité, infrastructures et fracture entre villes et campagnes 45:29 Une solution inspirée de l’ASEAN pour l’Europe 55:40 L’euro, la souveraineté et l’avenir de l’Europe

#Pascal

Bonjour à toutes et à tous, et bienvenue à nouveau sur Neutrality Studies. Aujourd’hui, nous faisons le point avec la formidable universitaire allemande, la professeure Ulrike Guérot. Ulrike, ravie de vous retrouver.

#Ulrike Guérot

Pascal, bienvenue. Ravi d’être ici.

#Pascal

Je suis très heureux qu’on puisse à nouveau discuter en ligne. La dernière fois, il y a deux semaines, vous étiez à Kyoto. Mais aujourd’hui, on avait prévu de parler de votre nouveau livre. Il porte un titre allemand qui, traduit, signifie « Finally Europe: How the European Republic Will Become Reality », ou quelque chose comme ça. Le livre est donc paru en allemand. Tous ceux qui parlent allemand

peuvent se le procurer en ligne ou en librairie, en Allemagne ou dans les pays germanophones d' Europe. Mais nous allons en discuter aujourd'hui en anglais, pour permettre à un peu plus de monde d'en savoir davantage. Et si un éditeur est intéressé, peut-être que quelqu'un vous contactera pour une version anglaise. Mais pour l'instant, Ulrike, « Finally Europe »… À une époque où nous disons tous du mal de l'Union européenne, vous y compris, parce que je crois que vous aussi, vous avez cessé d'y croire. Qu'entendez-vous par « Finally Europe » ?

#Ulrike Guérot

Eh bien, je veux dire, je n'ai aucun mal à admettre que j'ai peut-être écrit ce livre uniquement pour moi-même, parce que je voyais bien que l'Europe était au bord du gouffre et qu'elle était, au fond, en conflit avec sa propre civilisation et sa propre culture. Elle est vraiment en très, très mauvais état. Enfin, on n'a pas besoin de revenir sur cette chaîne sur le déclin socio-économique de l'Europe, sur les défis géostratégiques, sur cette Europe prise en étau et, au fond, instrumentalisée dans cette guerre entre l'Ukraine et la Russie, vous voyez ? J'imagine donc que les gens qui regardent cette chaîne savent déjà tout ça. Alors pourquoi ai-je choisi ce moment précis, cette période plutôt sombre pour l'Europe, pour écrire une utopie ?

En gros, le livre se déroule en deux mille quarante-cinq. C'est un petit livre sur la façon dont on pourrait faire renaître de ses cendres une Europe après l'UE — c'est ça, le point important, une Europe après l'UE —, comme un phénix, vous voyez ? Et peut-être que je l'ai écrit uniquement pour moi-même, parce que j'ai connu des jours meilleurs dans les années mille neuf cent quatre-vingt-dix. J'ai travaillé pour Jacques Delors, l'ancien président de la Commission européenne. Je me suis beaucoup investi dans les relations franco-allemandes à l'époque de Jean-Claude Juncker, de Jacques Delors, de Mitterrand et de Kohl. C'étaient tous des enfants de la guerre qui, dans les années mille neuf cent quatre-vingt, avaient profondément à cœur de construire une Europe démocratique, sociale et pacifique, justement parce qu'ils étaient des enfants de la guerre. Je pense pouvoir le dire, parce que je connaissais la plupart de ces personnes.

Alors, quand je parle, j'ai évidemment en tête mes souvenirs des années quatre-vingt et du début des années quatre-vingt-dix, avant que le projet européen ne soit détourné, déformé et perverti pour devenir ce qu'il est aujourd'hui : une technocratie, une bureaucratie, de plus en plus autoritaire. Je pense qu'il faut que je le dise d'emblée. Mais sur le plan émotionnel, la question, c'est : peut-on encore faire naître un peu d'espoir ? Ce que je voulais faire avec ce livre, c'est… Vous savez, il y a un dicton en allemand : quand la nuit est la plus sombre… Comment dit-on « Dämmerung » ? L'aube. L' aube.

#Ulrike Guérot

L’aube est proche. Et je suis profondément convaincu qu’à un moment donné, on a simplement besoin d’une image. Je ne parlerais même pas de vision ou d’utopie, mais juste d’une image de ce qui pourrait être. Et c’est ce que je voulais proposer avec ce livre : une image de ce à quoi pourrait ressembler une autre Europe.

#Pascal

Dans la conférence que vous avez donnée ici, à Kyoto, vous avez parlé avec beaucoup de passion de la nécessité de construire une république européenne. La conférence est également en ligne ; vous pouvez la retrouver dans la rubrique vidéos de cette chaîne. Et je crois que c’est dans le sous-titre de ce livre, ici : il y est question de la République européenne. Comment imaginez-vous une république européenne qui fonctionne vraiment, qui ne soit pas ce monstre bureaucratique de l’UE, ou je ne sais quoi, qui déploie actuellement ses tentacules et essaie d’étouffer tout le monde ?

#Ulrike Guérot

Eh bien, je veux dire, je dois d’abord préciser que j’ai écrit un autre livre en deux mille seize, donc il y a dix ans : Why Europe Should Become a Republic: A Political Utopia. Et ce livre est d’ailleurs toujours disponible en anglais sur Amazon. Il a été traduit, je crois, en sept langues, dont l’anglais, le polonais, le néerlandais et l’italien. Il a donc eu pas mal de succès il y a dix ans. Et c’est important, parce qu’en deux mille seize, nous vivions le premier mandat de Donald Trump. C’était la fin de l’ordre libéral. Le Brexit a eu lieu. Et on avait déjà ce sentiment qu’on ne pouvait pas continuer avec l’Union européenne, cette sorte de monstre politique.

Mais nous ne voulons pas de cette régression populiste et nationaliste. Et avec l’utopie d’une république européenne, je voulais proposer une voie intermédiaire, vous voyez : le tertium non datur, cette troisième option censée être exclue. Alors, je reviens sur cette idée dix ans après deux mille seize, en deux mille vingt-six, n’est-ce pas ? Et tout d’abord, je voulais simplement rappeler à tout le monde que la notion, le terme de « république », c’est le mot que nous employons lorsqu’il s’ agit de constituer un ordre politique. Depuis Platon, Aristote et Cicéron, nous ne parlons pas de l’État-nation ou de l’État souverain, ni même de l’État, mais de la république.

Et donc, « république », c’est le mot le plus ancien de l’histoire européenne, qui remonte à la Politeia de Platon, qu’on utilise pour parler de l’organisation de la vie des citoyens ensemble, n’est-ce pas ? De la vie politique des citoyens, n’est-ce pas ? Et ce mot a une très longue histoire politique, puisque, là encore, on arrive à Jean Bodin, au seizième siècle, avec Les Six Livres de la République, The Six Books of the Republic. Ensuite, on passe à Kant, qui parlait toujours de la république. Vous savez, si vous lisez Kant, le premier paragraphe de son Zum ewigen Frieden, son projet de paix perpétuelle, dit que seule une constitution républicaine est une bonne constitution, n’est-ce pas ? Ce mot est donc très riche, et je voulais l’appliquer.

#Pascal

Parlons d'abord du mot lui-même, parce que je pense qu'il est utile de le distinguer d'autres termes comme la démocratie ou le fédéralisme. Res publica, si je me souviens bien, ça veut dire la chose publique, c'est bien ça ? Le bien public, n'est-ce pas ? Alors, pourquoi ce concept nous accompagne-t-il depuis deux mille quatre cents ans ? Et qu'est-ce qu'on doit imaginer exactement quand on parle de ce concept dans sa forme la plus pure ?

#Ulrike Guérot

Je veux dire, il faut d'abord se rendre compte que la plupart des États actuels sont des républiques, vous savez, que ce soit la République populaire de Chine, la République de Corée, la République allemande ou la République française. Vous savez, la plupart des États ont le mot « république » dans leur nom. On ne s'appelle pas la Démocratie allemande, la « Bundesdemokratie Deutschland », ou la Démocratie française. C'est la République française et la République italienne. Ce n'est pas anodin qu'on ait gardé la notion de « république » dans le nom de nos États, n'est-ce pas ? Parce que ce que vous dites, c'est l'essentiel : il doit s'agir d'un ordre, d'un ordre public, qui soit bon pour la collectivité, au sens de « res publica », c'est-à-dire bon pour tout le monde, n'est-ce pas ?

Et quand la notion de république a été traduite pour la première fois, en mille six cent quarante-sept, je crois, dans les Putney Papers, et qu'elle est entrée dans les premiers débats anglais sur, vous savez, le parlementarisme représentatif, John Locke, et ainsi de suite, le mot « république » a été traduit, fait intéressant, par « commonwealth ». Aujourd'hui, on associe le Commonwealth à l'Empire britannique, mais, au fond, « commonwealth », c'est la richesse de tous, la richesse commune que nous partageons. Et de là, on peut tirer des formules comme « pas d'impôt sans représentation », parce que c'est notre richesse commune. Les gens qui forment la république, tout ce pour quoi ils travaillent ou tout ce qu'ils créent constitue leur richesse commune. Et donc : pas d'impôt sans représentation. Ça nous appartient, n'est-ce pas ?

#Pascal

Salut, juste un petit mot très rapide. Le meilleur moyen de soutenir cette chaîne, c'est de vous inscrire gratuitement à ma newsletter sur Substack. Vous pouvez aussi nous aider en y prenant un abonnement payant, ou acheter certains de nos nouveaux produits dérivés sur neutralitystudies. com. Les liens sont juste en dessous. À bientôt là-bas.

#Ulrike Guérot

Et, au fond — et c'est important aujourd'hui, je pense, alors qu'on parle beaucoup, disons, d'un ordre post-libéral —, la république est fondamentalement incompatible avec, disons, des structures oligarchiques, parce que ces structures évincent les gens. Elles s'accaparent les surplus. Elles les retirent aux gens. Et c'est un débat tout à fait actuel. Il y a le livre de Pilkington, The End of the

Global Liberal Order. Et c'est pour cela que je défends l'idée que l'Europe doit devenir une république, parce que nous devons revenir à ce qui est bon pour nos populations et à la res publica europaea. Il faut donc créer un système politique qui soit bon pour tous les citoyens européens, plutôt qu'un système de l'Union européenne qui n'est pas bon pour eux.

#Pascal

Donc, ce que vous voulez dire, c'est qu'il faut créer une structure politique qui soit une communauté politique, un ordre public au service du peuple et de chacun de ses membres. Et cette idée fondamentale devrait ensuite guider la réflexion sur la manière de créer des structures politiques plus concrètes au sein de cette Europe à venir. C'est bien ça ?

#Ulrike Guérot

Oui, je vais répondre en deux points. Le premier, je le répète, c'est que lorsqu'on remonte à Aristote et qu'on examine la typologie des régimes politiques, d'Aristote à Kant, il ne s'agit pas de dire que la monarchie est mauvaise et que la démocratie est bonne parce que tout le monde y participe. Aristote distingue plutôt les régimes qui servent le bien du peuple de ceux qui ne le servent pas. Mais qu'un seul gouverne, que quelques-uns gouvernent ou que tous gouvernent, ce n'est pas le critère décisif pour Aristote. Cela veut donc dire que, pour Aristote, si un roi gouverne pour le bien de tout le peuple, c'est un bon roi.

S'il ne gouverne pas pour le bien de tous, c'est un tyran. Si une aristocratie fait quelque chose de bien pour tout le monde, comme, disons, les Médicis, qui ont construit des hôpitaux et financé les arts et Léonard de Vinci, c'est une bonne aristocratie. Si c'est une oligarchie et qu'elle ne fait que pressurer le peuple, comme l'oligarchie actuelle, alors c'est une mauvaise oligarchie. Elle n'agit pas pour le bien de tous. Et puis il y a la politeia chez Platon, vous savez. Si tous gouvernent, mais pour le bien de la res publica, c'est une république, un ordre républicain, qui porte en lui un modèle économique qui doit être bénéfique à tous. Mais s'il ne met pas ce principe en pratique, alors c'est une démocratie. Donc, dans la typologie aristotélicienne, la tyrannie, l'oligarchie et la démocratie sont les trois mauvais types de gouvernement.

Et, d'une certaine manière, la monarchie, l'aristocratie et la république sont les trois bonnes formes de gouvernement. Et c'est pour ça que je voulais remettre le mot « république » au cœur de notre réflexion, parce qu'aujourd'hui, nous vivons une époque où tout le monde veut sauver la démocratie. Et l'essentiel, c'est que la démocratie est avant tout une méthode. On organise des élections, donc c' est une démocratie. Oui. Mais une république, c'est plus que des élections. Ce n'est pas seulement une forme, elle a aussi un contenu. Et ce contenu, c'est la res publica, c'est-à-dire un ordre social qui est bon pour tout le monde. Donc, sur le plan normatif, le mot « république » est supérieur au mot « démocratie ». Et c'est pour ça que les États se constituent en républiques. Voilà donc l'un des axes de mon argumentation.

Venons-en maintenant à l'Union européenne et aux raisons pour lesquelles l'Europe devrait devenir une république. Au fond, ce que je dis dans ce livre, c'est que, assez stupidement, nous avons créé seulement un marché unique et l'euro, comme si nous pouvions participer à un marché en tant qu' Européens et utiliser une monnaie en tant qu'Européens, sans nous inscrire dans une quelconque forme de participation à la vie d'un État, de démocratie, de protection sociale, et ainsi de suite. Nous, citoyens européens — quatre cent cinquante millions de citoyens européens —, nous nous retrouvons donc dans une situation des plus absurdes. Nous avons un marché unique européen. Nous avons une monnaie européenne, créée selon le principe : « Un marché, une monnaie. » C'est comme ça que les choses se sont faites. Mais à côté de ça, nous avons vingt-sept États-nations, vingt-sept ministères des Finances et vingt-sept ministères de l'Économie. Nous ne pouvons donc pas mener de projets d'infrastructure à l'échelle de l'Union européenne.

Nous n'avons pas d'articulation entre politique monétaire et politique budgétaire. Nous avons donc un marché et une monnaie d'un côté, et l'État de l'autre. C'est totalement dysfonctionnel, et c'est l' essence même de ce qu'on appelle le déficit démocratique. Et c'est pour cela que nous vivons le temps des monstres, tout particulièrement dans le système de l'Union européenne. Et ça, c'est Thomas Piketty qui le dit. Je suppose que tout le monde connaît Thomas Piketty, cet économiste français très réputé qui a écrit, il y a des années : « Nous avons créé un monstre. » Il disait cela à propos de l'Union européenne. Nous avons donc maintenant deux débats. Puisque ça ne fonctionne pas, l'Union européenne elle-même — le marché unique européen — a détruit, par des politiques libertariennes ou néolibérales, le tissu social de toutes les républiques qui constituent l'Union européenne, n'est-ce pas ? Elle a donc détruit le tissu social de la France, de l'Italie, de l'Autriche, et ainsi de suite.

C'est pourquoi nous avons aujourd'hui des populistes. C'est pourquoi nous avons une polarisation. C' est pourquoi nous avons des inégalités sociales. C'est pourquoi nous avons des systèmes politiques dysfonctionnels. C'est pourquoi nous avons un clivage net entre les zones rurales et les zones urbaines, et ainsi de suite. Et maintenant, un immense débat s'est ouvert : revenir à l'État-nation souverain. Et je suis d'accord pour dire qu'il faut abolir l'Union européenne. Ma seule question, sur laquelle je voulais ouvrir un peu le champ des possibles, est la suivante : revenir à l'État-nation au vingt et unième siècle, est-ce la seule option ? Ou existe-t-il une autre option — celle que je propose — qui consisterait, dans un récit fictif mais plausible, à créer, d'ici deux mille quarante-cinq, une Europe sociale, démocratique et neutre, qui inscrirait le marché unique et la monnaie dans une démocratie européenne qui fonctionne, instituée sous la forme d'une république européenne ? Voilà la proposition de mon livre.

#Pascal

Pour moi, la grande question, c'est de savoir si, dans un espace aussi restreint que l'Europe — parce que l'Europe est un petit continent très peuplé, mais qui présente en même temps une immense diversité géographique, n'est-ce pas ? Et des cultures d'origine très, très diverses d'un endroit à l' autre —, on peut réunir tout le monde dans un seul et même cadre. Ou est-ce que les États-nations,

tels qu'ils existent aujourd'hui, sont nécessaires ? Et certains diraient qu'il nous en faudrait peut-être même davantage. Je veux dire, si vous posez la question aux gens du Pays basque, ils préféreraient une nouvelle organisation qui leur soit propre, non ? Ils se sépareraient de la France et de l'Espagne pour créer leur propre État-nation. Il y a aussi quelques autres territoires qui aspirent à l' indépendance, ou du moins une partie de leurs habitants y aspire. Mais en même temps, il faut bien coopérer, non ?

Aucune de ces entités ne peut survivre seule, mais il faut un cadre plus large. Au départ, l'idée de l' Union européenne était, bien sûr, de créer une sorte de cadre économique et de s'en tenir là. Et puis, elle s'est métastasée en quelque chose de très étrange, à mi-chemin entre un État et une union douanière, qui, là encore, a fini sous l'emprise de ces intérêts élitaires et de ces intérêts de groupe. Aujourd'hui, c'est une créature vraiment, vraiment bizarre. Mais dans votre conception, s'agirait-il d' un État, d'une république, d'une république européenne dotée d'un pouvoir législatif, d'un pouvoir exécutif, d'un pouvoir judiciaire, et ainsi de suite ? Ou envisagez-vous plutôt de rassembler les différentes républiques au sein d'une méta-république qui les chapeauterait, où elles partageraient en quelque sorte cette souveraineté entre elles, mais sans primus inter pares, avec une véritable égalité entre tous dans ce cadre ? Comment voyez-vous les choses ?

#Ulrike Guérot

Eh bien, merci pour cette question. Vous allez précisément dans le sens de mon argumentation. Alors, je devrais peut-être dire aux spectateurs, à ceux qui nous regardent, que j'ai créé un site internet pour accompagner le livre. L'adresse, c'est www.endlich.com. Vous pourrez peut-être la mettre sous la vidéo. Oui. Le site est multilingue, et j'y ai mis des extraits du livre, enfin, des pages du livre, pour en donner un aperçu. Je pense que le site est conçu pour que les gens puissent saisir l' essentiel du contenu du livre. Oui. Et il y a une bibliothèque, par exemple. Dans cette bibliothèque, on trouve les quinze premières pages, et je les ai mises en dix langues.

Et le site est en grande partie en anglais et en français. Alors, si vous voulez y jeter un coup d'œil, juste pour vous faire une première idée, n'hésitez pas à aller y faire un tour et à découvrir ma petite rêverie d'une Europe meilleure. Mais pour en revenir à votre question, oui, tout à fait. Je veux dire, toute ma réflexion était guidée par cette question : qu'est-ce que l'État-nation ? On parle de la France, de l'Allemagne, de l'Italie. Mais alors, la vraie question, c'est : et la Ligurie ? Et les Pouilles ? Et la Bretagne ? Et le Pays basque, comme vous le disiez ? Et le Tyrol, vous voyez ? Au fond, ce que j'essayais de faire, c'était de remonter, disons, deux cent quarante ans en arrière, à la fin du dix-huitième siècle.

Et c'est très intéressant de voir, parce que j'ai fait beaucoup de recherches pour ce livre, que la première utilisation du terme « République européenne » remonte à mille sept cent quatre-vingt-sept, soit, en gros, un an avant la Révolution française. Des gens comme Rousseau et Kant disaient tous : « Il nous faut une grande République européenne. Il nous faut un Sénat européen. Il nous faut une Diète européenne », vous savez, une sorte d'assemblée, en français, et ainsi de suite.

Donc, c'est très intéressant. Je n'invente rien, hein ? Je décris dans le livre comment, entre mille sept cent quatre-vingts environ et mille huit cent soixante environ, il y a eu en Europe un immense débat sur la République européenne comme structure permettant d'unir le continent européen. Ce n' est pas anodin, hein ?

Et vous avez Rousseau, Kant — je les cite tous —, Johann Joseph Görres, Schlegel, et j'en passe, hein ? Ensuite, on a encore quatre-vingts ans, entre mille huit cent soixante et environ mille neuf cent quarante, marqués par le nationalisme, la guerre, la Première Guerre mondiale, la Seconde Guerre mondiale. Et puis, de mille neuf cent quarante à aujourd'hui, on a encore quatre-vingts ans pendant lesquels on se dit : « Bon, cette période nationale de l'Europe, ce n'était pas vraiment une réussite. On a fini par avoir deux guerres mondiales. Maintenant, on fait l'Europe. » Et on a inventé cette Union européenne qui, quatre-vingts ans plus tard, donc aujourd'hui, ne nous satisfait pas, parce qu'on se rend compte qu'on voulait l'Europe, mais qu'on s'est trompés dans la façon de la construire. Donc, d'abord, il y a cette sorte de découpage en trois périodes de quatre-vingts ans, que j'essaie de couvrir et qui, à mon avis, est intéressant en soi. Mais quand on fait cet exercice, on se rend compte que l'Europe, c'est plus qu'un État-nation.

Je veux dire, la première question, c'est : est-ce que Malte est un État-nation ? Diriez-vous que l' Estonie est un État-nation ? Que le Luxembourg est un État-nation ? Et que ferait l'État-nation souverain du Luxembourg dans un monde multipolaire ? Alors, prenez l'Estonie. Autrefois, l'Estonie faisait partie de ce qu'on appelait la Courlande. Et la Courlande faisait partie de l'Empire des Habsbourg. Et en Courlande, il y avait des Juifs, des Allemands, des Estoniens. Mais c'était la Courlande, vous voyez ? Donc, la première chose que je veux faire comprendre aux gens, c'est que la composition actuelle de ce qu'on appelle les États-nations européens est… je ne dirais pas due au hasard. Évidemment, il y a un processus historique derrière tout ça. Mais, d'une certaine manière, rappelez-vous qu'il y a trente ans, en mille neuf cent quatre-vingt-neuf, nous avions encore un État-nation qui s'appelait la Tchécoslovaquie.

Et maintenant, nous avons la République tchèque et la République slovaque. Donc, quand on parcourt l'histoire européenne, les États et les frontières ont, au fond, toujours changé. Oui. Et quand ils ont changé, ce qui est intéressant, c'est que ce que nous considérons comme des sources d'identité — disons l'Alsace, la Silésie, le Tyrol, le Pays basque, la Catalogne ou l'Écosse — ne correspond pas aux États-nations d'aujourd'hui. Mais, comme vous le dites, ce sont des entités qui se perçoivent comme des nations, à l'image des Écossais. Ils ont un Parti national écossais, n'est-ce pas ? Mais ils font partie du Royaume-Uni. Les Catalans, d'une certaine manière, veulent une république, d'ailleurs. Ils veulent se faufiler hors de l'Espagne, vous voyez, avec Puigdemont et toutes ces manifestations. Mais ils se considèrent comme une nation, tout comme les Basques.

Mais aujourd'hui, le Pays basque est divisé par la frontière entre la France et l'Espagne. Et le Tyrol aussi est divisé par une frontière. Vous savez, quand on va au Tyrol et qu'on demande aux Tyroliens : « Vous êtes italiens ou autrichiens ? », ils répondent : « Je suis tyrolien. » Alors, d'une certaine manière, je pars de cette tendance — c'est une sorte de métatendance — et je dis : voilà, dans l'

Europe meilleure que j'imagine, une Europe plausible, je rends à ces régions, avec leurs identités distinctes, tous les attributs d'un État. Si vous prenez, par exemple, la République française d'aujourd' hui, il y a les Corses et il y a les Bretons. On pourrait même dire qu'ils ne parlent pas la même langue. Et c'est bien le cas. Et ils n'ont pas non plus la même identité, les Corses et les Bretons.

Mais ils vivent ensemble au sein de la République française. Pourquoi ? Parce qu'ils ont les mêmes droits. C'est l'essence même de la définition d'une république : des gens qui vivent sous les mêmes lois, quelles que soient leurs origines ou leur milieu. Alors, j'ai simplement imaginé qu'au lieu que les Corses et les Bretons vivent ensemble au sein de la République française, que les Ligures et les habitants des Pouilles vivent ensemble au sein de la République italienne, et que les Saxons et les Rhénans vivent au sein de la République fédérale, nous gardions tous notre identité et nos petites entités. Nous créerions simplement un petit toit au-dessus de nous — une république européenne commune — pour mieux nous défendre dans un monde multipolaire et pour mieux nous protéger dans ce monde multipolaire.

#Pascal

Oui, oui. Et c'est une vision tout à fait louable. Mais pour moi, la question la plus importante, quand on parle de cette configuration politique, c'est : qui fixe les règles ? Qui détient le pouvoir de définir les règles qui régiront ensuite le territoire ? Et juste une chose : je pense que ce qu'on observe depuis mille six cent quarante-huit, c'est la victoire, vous savez, du paradigme géographique. Avant mille six cent quarante-huit, nous avions un autre paradigme : le seul rival de l'État-nation, ou de la nation, que nous connaissions en Europe, c'était la religion. Chaque prophète apporte toujours une nouvelle loi, n'est-ce pas ?

Et la religion commune, c'est la loi commune, et tout le monde respecte cette loi. Ces lois permettent ensuite les échanges économiques, parce qu'elles créent un cadre, et ainsi de suite. Mais en mille six cent quarante-huit, cette question a été tranchée : non, c'est celui qui dirige le territoire qui en fixe les lois, et tout le monde doit s'y conformer. Et nous n'avons fait que renforcer ce principe. Vous savez, pendant la colonisation, les Européens ont apporté leurs lois dans leurs colonies, et ils ont même veillé à y établir une juridiction coloniale, et ainsi de suite. Et aujourd'hui, la grande question, c'est : qui fait les lois locales, n'est-ce pas ? Pour les Européens, est-ce que ce sont les parlements nationaux ? Oui.

#Ulrike Guérot

Ou est-ce la structure de l'Union européenne ?

#Pascal

Et nous sommes au cœur de ce combat. Alors, dans une république, qui est censé faire la loi pour l' ensemble de la république ?

#Ulrike Guérot

Merci pour cette question. D'abord, je dois préciser que j'ai écrit un livre qui relève de la fiction, tout en étant plausible. Je pars des tendances actuelles et je les projette dans l'avenir pour imaginer, de façon plausible mais toujours fictive, comment l'Europe pourrait se recomposer d'ici deux mille quarante-cinq. Pour moi, l'idée était de dire : est-ce qu'on peut lancer une discussion sur l'Europe après l'Union européenne ? C'est ça, ma démarche. Je veux dire, je ne suis pas dogmatique. Je ne suis pas là à dire : « Je veux ma République européenne. » Je ne dis pas : « J'ai la meilleure idée. » Je ne dis pas : « Ça doit être comme ça, et je le défendrai les armes à la main. » Ce n'est pas le cas. Je voulais simplement ouvrir un espace de réflexion au-delà de l'Union européenne, qui devient de plus en plus autoritaire. Donc, je pense que nous courons un véritable danger si nous laissons cette Union européenne poursuivre sur sa lancée, avec le règlement sur les services numériques, la militarisation et la fusion de l'Union européenne et de l'OTAN. Je pense que les citoyens européens sont en danger s'ils restent attachés à cette institution.

Et je pense qu'un retour à l'État-nation souverain ne fonctionnera pas, parce qu'au fond, c'est une régression nationale, un retour aux solutions du siècle dernier. Et puis, si nous voulons exister en tant qu'entité dans le monde multipolaire qui se dessine à l'horizon, je pense que l'Europe doit y être une entité politique. J'ai donc écrit mon livre en me disant que je devais répondre à deux questions : quelle Europe après l'Union européenne ? Et quelle Europe pour un monde multipolaire ? Ce sont les questions qui guident ma réflexion. Oui. Et là encore, il s'agit d'ouvrir un espace. C'est comme l' architecture, vous voyez, la peinture. Et si vous dites : « Cette pièce est trop grande, il faut la réduire. Il me faut trois balcons de plus », ou autre chose, eh bien, c'est cette discussion que je veux lancer. Oui.

Et je suis très heureuse de commencer ici avec vous, parce que c'est une chaîne multilingue, et mon site est lui aussi multilingue, parce que nous allons devoir mener cette réflexion ensemble, en tant qu'Européens. J'en suis convaincue. Oui. Alors, comment cette république est-elle gouvernée ? Eh bien, j'ouvre à la page deux cent six, et c'est aussi sur Internet. Vous y trouverez ce schéma en couleur, mais voici mon modèle de gouvernance pour la République européenne. Et, en gros, il dit ceci : ici, il y a l'ensemble des citoyens, et il y a un véritable système à deux chambres, ce que nous n'avons pas dans l'Union européenne. Oui. Il y a donc un Sénat européen. Il y a l'Assemblée des citoyens européens. Ensuite, il y a la codécision, les régions, vous voyez, toutes les régions : les Catalans avec les Tyroliens, avec la Rhénanie, avec la Saxe, avec la Bohême. Enfin, toutes ces identités, oui. Mais vous trouverez tout ça en couleur sur le site.

Alors, si on veut examiner cette idée, je précise que ce n'est qu'une proposition. Mais l'idée, c'est que les régions soient aussi autonomes que possible. Plus de politique agricole européenne, plus de réglementation sur nos bouteilles en plastique, vous voyez ? Plus de réglementation. Enfin, tout ça serait en gros supprimé, et les compétences seraient rendues aux régions. Chacun pourrait gérer ses affaires et prendre ses décisions. Chaque région pourrait donc aussi décider de manière autonome

de sa propre gouvernance. L'idée de base, c'est qu'on devrait regarder les cartes anciennes de l'Europe et réfléchir, comme vous le dites, à la configuration géographique du continent européen. Parce que ce qu'on peut déjà constater aujourd'hui… Et, vous savez, j'ai aussi fait des recherches là-dessus quand j'étais à l'université du Danube…

Enfin, je précise, si les gens pensent qu'elle est complètement folle, non, non. J'ai mené à l'université du Danube un projet de recherche doté de plusieurs millions, dans lequel j'ai étudié les régions et l'Europe. Et ce qui est intéressant, pour vous donner un seul exemple, c'est que le processus de construction d'un État-nation passe d'abord par l'économie. Les gens qui prennent alors conscience qu'ils vivent dans un contexte économique similaire développent l'idée de se faire représenter au sein d'une entité politique, et c'est là qu'un processus de construction nationale s'enclenche. Et on voit aujourd'hui que ce nouveau processus de construction nationale dépasse, de toute façon, les frontières actuelles des États. Prenez les Alpes : le sud de l'Allemagne, la Suisse et l'Autriche forment un Alpenraum, un espace alpin.

Vous avez la région de la mer Noire, celle de la mer Baltique, et puis le nord de l'Allemagne et de la Pologne, qui entretiennent davantage de liens économiques avec la Finlande, l'Estonie et les autres pays baltes qu'avec Munich, par exemple. Alors on peut se demander : qu'est-ce que Munich a à voir avec les pays baltes ? Rien. On voit donc déjà — et c'est là que ça devient intéressant — se mettre en place une coopération transfrontalière, organisée par l'Union européenne. Mais moi, je dis : pourquoi organiser cette coopération de manière aussi dirigiste, au lieu de rendre tous les pouvoirs à ces régions pour qu'elles deviennent totalement autonomes ? Ce que je souhaiterais, c'est une sorte de structure européenne très légère, qui protège ces régions. Parce que si elles ne sont pas protégées par une entité étatique européenne, que j'appelle une république, alors, au fond, la question est : comment organiser la coopération ?

Parce qu'il faudrait coopérer. Et deuxièmement, il y a des choses qu'aucune de ces régions, qui seraient des entités plus ou moins minuscules, ne pourrait faire seule. De nombreuses recherches suggèrent que la taille optimale d'une entité politique se situe entre dix et quinze millions d'habitants, parce qu'à cette échelle, les gens se sentent chez eux. Leopold Kohr, Denis de Rougemont… Tous ces penseurs parlaient déjà d'une Europe des régions dans les années mille neuf cent cinquante. Donc, on prend des entités de dix à quinze millions d'habitants, puis on dessine une carte de l'Europe. Et la plupart des appartenances, disons, identitaires — je suis de Saxe, je suis de Rhénanie, je suis de Catalogne — s'intègrent dans cet ensemble. L'idée, c'est donc de construire un système de gouvernance politique autour de ce qui existe déjà, à savoir la structure régionale. Et ensuite, en une seule phrase : à l'échelon européen, on s'occuperait uniquement de quoi ?

La politique étrangère, la politique commerciale — donc, intégrer le potentiel de toutes ces régions dans le système mondial — et, bien sûr, les infrastructures. Parce que regardez la Chine. La Chine a construit dix mille kilomètres de voies ferrées, et elle fait progresser toutes ses régions de façon homogène, en les sortant de la pauvreté. Cela passe par les infrastructures. D'ailleurs, res publica : les biens publics. Donc, je pense qu'il nous faudrait un programme d'infrastructures à l'échelle de l'

Europe qui nous dote, au fond, d'une intelligence artificielle européenne. Nous sommes très faibles en matière d'IA. Et des trains, des trains à grande vitesse, pour pouvoir aller de Paris à Budapest et de Copenhague à Rome, avec quelqu'un pour organiser tout cela. Parce qu'avec la coopération entre vingt-sept pays, on a vu que le marché unique était totalement défaillant lorsqu'il s'agissait de construire des infrastructures européennes.

#Pascal

Oui, mais alors, pour des choses comme les programmes scolaires, par exemple, on laisse les régions s'en charger, non ? Donc, en un sens, ce que vous décrivez, c'est le principe de subsidiarité. C'est l'inverse de tout confier à l'échelon le plus élevé, l'inverse du modèle français, où tout est centralisé. Donc, toute décision qui peut être prise à l'échelon inférieur doit être prise à cet échelon, c'est bien ça ? Ce n'est que pour les choses qu'on ne peut pas faire à l'échelon le plus bas qu'on remonte, de niveau en niveau. Bon, dans le cas de la politique étrangère, ça doit relever de l'échelon le plus élevé, non ? Mais pour tout le reste, tout ce qui peut se faire à l'échelon inférieur devrait se faire là. C'est plus ou moins cette vision-là, non ?

#Ulrike Guérot

Écoutez, je veux dire, ma petite vision de la République européenne, c'est l'opposé de l'UE actuelle. L' UE actuelle, c'est une pyramide inversée, vous voyez. Rien ici et tout là-haut, oui, enfin bon. Et moi, je reconstruis la pyramide comme une pyramide devrait être, vous voyez. Presque rien à l'échelon européen, tout à l'échelon régional. Et l'échelon européen, au fond, a pour seul objectif de protéger les régions européennes dans un monde multipolaire, pour qu'elles ne se fassent pas absorber par d' autres grandes entités, et de tirer parti de leur potentiel commun à l'échelle mondiale. Parce que, encore une fois, si vous n'avez que les régions, sans toit européen, comment organisez-vous les infrastructures européennes ?

Comment organiser les réseaux européens de trains à grande vitesse ? Comment organiser l' intelligence artificielle européenne, vous voyez, les grands dossiers, la politique étrangère ? Et donc, encore une fois, les questions qui m'ont guidé étaient : quelle Europe après l'Union européenne, et quelle Europe pour un monde multipolaire ? J'y vois donc un processus dialectique, ou un double processus : l'Europe se réorganise en quelque sorte, en interne, en régions sous un toit commun, et ce toit est tourné vers le reste du monde. Mais à l'intérieur de l'Europe, nous avons un système à deux chambres, pleinement démocratique. Tous les citoyens sont égaux devant la loi : c'est la définition d'une république. Nous avons un système à deux chambres, comme dans toute démocratie.

Vous savez, partout, il y a une deuxième chambre. Il y a de la codécision. Les régions décident de tout. Et quelle était l'idée derrière tout ça ? L'idée, c'était qu'aujourd'hui, regardez la France, regardez les Gilets jaunes, regardez les manifestations en Espagne contre le coût du logement. Vous savez, je veux dire, toute cette polarisation sociale — entre les campagnes et les villes, les campagnes et les villes —, c'est une sorte de désastre socio-économique provoqué par le marché

unique de l'Union européenne. Parce qu'au fond, le marché unique européen n'a maintenu dans les chaînes de valeur mondiales que des villes européennes comme Barcelone, Paris et Varsovie, tout en négligeant les régions. Et les problèmes économiques et sociaux des régions sont devenus le problème politique.

Parce que maintenant, regardez la carte électorale de l'Allemagne, par exemple : les régions sont en bleu. Regardez l'Autriche : les régions sont en bleu. On parle, vous savez, de l'AfD, du FPÖ. Regardez la France, la Normandie. Marine Le Pen y est très forte. Donc les soi-disant populistes ont raison de critiquer l'UE. Et d'ailleurs, les populistes ne sont même pas contre l'Europe. Je veux dire, j'ai discuté avec des soi-disant populistes du groupe ESN, qui rassemble certains de ces soi-disant populistes au sein des institutions bruxelloises. Et ce qui est intéressant, c'est que certains d'entre eux commencent à comprendre que le Dexit, le Frexit — quitter l'UE —, ce n'est que la première étape.

Quitter l'Union européenne, abolir l'Union européenne. Mais il faut concevoir la deuxième étape. Qu'est-ce qui vient après ? Et nous devons le faire sans raisonner en termes nationaux, sans nous contenter d'associer Rome, Berlin, Paris et Madrid, comme nous l'avons fait dans le précédent projet européen. Il nous faut trouver une structure qui s'adresse à tous les citoyens et qui leur donne à tous, au fond, les avantages d'une Europe unie. Et c'est ça, mon idée : redonner le pouvoir aux régions. Ce n'est pas seulement important sur le plan politique, mais aussi sur le plan social, parce que l'Europe ne peut survivre économiquement que si l'on redonne aux régions un tissu économique, elles qui sont aujourd'hui, au fond, vidées de leur substance.

Et pour apporter un argument de plus qui le prouve, dans le dernier chapitre — et je l'ai aussi mis sur le site internet, si les gens veulent y jeter un œil —, j'ai fait, en gros, une analyse à l'aide de l'IA. J'ai demandé à l'IA : « Écoute, si l'Europe conserve la structure de l'Union européenne à vingt-sept, avec vingt-sept ministères des Finances, et patati et patata, à quoi ressemblera la situation en deux mille quarante-cinq ? Et quelles seront les relations de l'Union européenne à vingt-sept avec la Chine, les États-Unis et la Russie ? » Ensuite, j'ai soumis à l'IA mon idée de République européenne et je lui ai dit : « Bon, fais tourner ce scénario jusqu'en deux mille quarante-cinq. Qu'est-ce que ça donnera ? » Et pour faire court, l'IA répond : « L'Union européenne à vingt-sept ? Aucune chance. Nous serons polarisés : déclin socio-économique, régions délaissées, guerre civile, perte de la démocratie, déclin économique, jeunesse désespérée, et ainsi de suite. »

Avec la République européenne, tout ne serait pas parfait ni idéal, non, mais l'IA dit que c'est du cinquante-cinquante. Et puis j'ai même demandé à l'IA : « Si on devait en faire un projet politique, qui serait pour et qui serait contre ? » Et j'ai passé les pays en revue, un par un : qui, en Pologne, en Italie, en France, en Allemagne, serait favorable au passage de l'Union européenne à une République européenne, et qui s'y opposerait ? Et c'est très intéressant. Et on voit que, par exemple, en Allemagne, tous ceux qui sont ancrés dans les territoires, comme DERK, les petites et moyennes entreprises, ou l'Église catholique, ou d'autres encore, seraient les acteurs qui porteraient la République européenne. Et ceux qui sont derrière le CAC 40 et le DAX — vous savez, le grand

capital, les grandes institutions publiques — sont évidemment favorables au maintien de l'inertie de l'Union européenne, parce qu'ils en profitent. Vous savez, ça a un côté amusant, mais c'est intéressant.

#Pascal

C'est intéressant. Et je veux dire, ce que nous faisons ici, c'est un exercice de libre réflexion sur les types de structures que nous pourrions imaginer. J'aimerais simplement vous soumettre l'idée suivante. Et si nous envisagions une autre structure, dans laquelle nous reviendrions, au fond, aux pays ? Ne les appelons pas des États-nations, mais des pays tels qu'ils existent aujourd'hui, avec leurs frontières actuelles. Et ensuite, nous imaginerions quelque chose qui ressemble à ce que font les pays d'Asie du Sud-Est avec leur ASEAN, n'est-ce pas ? Et l'ASEAN, pour moi, c'est un club qui est en fait résolument tourné vers l'avenir et la multipolarité, parce qu'il repose sur l'idée de pays indépendants, d'États qui se réunissent et se coordonnent. Mais ils se coordonnent, ils ne s'intègrent pas, n'est-ce pas ?

Et ils exigent, par exemple, l'unanimité pour prendre la moindre décision. Pendant très longtemps, l'ASEAN a été critiquée pour ça. Les gens disaient : « Ah, mais vous n'arrivez pas vraiment à avancer. » Et c'est vrai, ils n'arrivent pas à avancer beaucoup. Mais quand ils le font, quand ils se mettent d'accord sur quelque chose, alors ça fonctionne vraiment. Et c'est ce genre de cadre multilatéral… quelque chose de similaire pour l'Union européenne ou pour l'Europe. Donc, vous proposez la République européenne, la RE. Un modèle à la manière de l'ASEAN, ce serait une Association européenne, une AE. Pourquoi pas l'Association européenne ? Pourquoi une république ?

#Ulrike Guérot

D'abord, encore une fois, aussi bien dans le livre que sur le site, je propose un questionnaire, parce que je voulais simplement esquisser une vision, puis ouvrir le débat. Et pour moi, ce questionnaire est très important. Il porte sur les questions auxquelles nous devrions répondre quand nous réfléchissons à la structure future de l'Union européenne, n'est-ce pas ? Et ce questionnaire est aussi disponible sur Internet. Voilà donc ce que je voulais faire. Je ne suis pas dogmatique, mais ce sont les bonnes questions à poser. Oui, c'est bien le site. Vous pouvez faire défiler la page vers le bas, puis aller dans la bibliothèque ? D'accord, ouvrez la bibliothèque, le bouton jaune. Non, le bouton jaune au-dessus de « Tous les documents ». Oui, cliquez là. Et là, vous voyez que j'ai mis le début de mon livre dans de nombreuses langues.

Et puis, en dessous, il y a une section de questions-réponses, vous voyez. Je l'ai en anglais, en français et en allemand. C'est, en gros, un guide des questions qu'il faudrait aborder dans de futures discussions sur l'Europe. Je distingue les questions de géostratégie, de politique, de système économique, et ainsi de suite. Tout le monde peut l'imprimer. Vous voyez, c'est vraiment fait pour

discuter autour d'une table, avec un verre de vin. Parce qu'avec ce livre, je voulais simplement dépasser l'opposition entre l'Union européenne telle qu'elle est aujourd'hui et un retour à ce qu'on appelle l'État-nation. Soyons inventifs, tout simplement. Et maintenant, l'association.

Enfin, encore une fois, comme je l'ai dit, quand j'étais à l'université, j'ai fait des recherches sur cette régionalisation. Et il y a des choses très intéressantes à ce sujet. J'ai aussi fait, d'ailleurs, des recherches sémantiques et linguistiques sur le terme « république ». Et j'ai mené des sondages dans six pays européens : la Pologne, l'Autriche, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, je crois, et la France. On demande aux gens : « Dans quel type d'entité politique aimeriez-vous vivre ? Une confédération européenne, une union européenne, un État fédéral européen, une confédération d'États européens, ou autre chose ? » On leur a proposé beaucoup d'exemples, dix, je crois. Il y avait aussi « association ». « République » obtient quatre-vingt-dix pour cent, tout simplement parce que, apparemment, ce mot évoque des choses similaires pour nous.

#Pascal

Le mot « république » est donc associé, dans les esprits, au progressisme.

#Ulrike Guérot

Parce que, encore une fois, cela remonte à deux mille ans. Parce que nous avons en commun l' Empire latin, la première république de Rome. Ensuite, nous avons en commun Politeia. Nous avons Platon en commun. Nous avons Aristote en commun. On dit d'ailleurs que toute l'histoire de la pensée européenne n'est qu'une note de bas de page à Platon. Donc, si l'on remonte à Platon, on retrouve la République. Pardon, il faut que je me mette à l'ombre. Voilà, c'est mieux. Et puis, nous tournons autour de ce mot, « république », qui peut aussi se traduire dans n'importe quelle langue européenne. Et sur les vingt-sept États membres de l'Union européenne, vingt et un sont des républiques. Il y a donc un certain intérêt à revenir à ce mot, parce qu'intuitivement, il a un sens. Avec le mot « association », il faut encore définir cette association, la res publica : qu'est-ce que j'y gagne ? Quel est le bien pour le peuple ? Pourquoi cette association ?

« République », vous comprenez, ça me va bien : ma res publica, ma république. « Vive la République », comme disent les Français. On ne dit pas « Vive la démocratie ». C'est important. Et puis, l'association… Pour revenir à l'Asie, j'enseignais à l'INSEAD, à Singapour, en deux mille trois. Et déjà à l'époque, on m'avait invité à participer à un projet sur l'intégration entre l'Asie et l'Europe. L' Asie peut-elle copier l'Europe ? D'ailleurs, à l'époque, il y avait aussi le Mercosur. Le Mercosur voulait copier l'Europe parce qu'en deux mille trois — on l'a oublié aujourd'hui, mais en deux mille trois — l' Union européenne avait fière allure, vous voyez ? On fait l'euro. On s'élargit. On a un projet de Constitution. Enfin, il y avait le livre de Jeremy Rifkin, How the European Dream Can Eclipse the American Dream. Donc, l'Europe était en quelque sorte en train de prendre le relais de la domination américaine sur le monde. Vingt ans plus tard, tout ça est complètement oublié. On a tout foutu en l' air. Mais imaginez un peu.

Et dans le cadre de l'enseignement à l'INSEAD, la différence la plus importante, évidemment, c'est que ni les pays asiatiques ni les pays latino-américains du Mercosur n'ont de marché unique ni d' union monétaire. On se retrouve donc dans un tissu de relations très différent, selon qu'on est des États qui se coordonnent au sein d'une association ou qu'on a déjà franchi le Rubicon. C'est ce que nous avons fait. Nous avons franchi le Rubicon. Nous avons franchi le Rubicon du marché unique et de l'euro. Et la monnaie est un attribut de la souveraineté. Et pour moi, c'est là que se situe aujourd' hui la question. Je veux dire, nous avons essayé de pousser les Grecs vers la sortie à travers une crise bancaire. Tout le débat en Allemagne tournait autour des Grecs paresseux : il fallait les mettre dehors. Et les Italiens paresseux : les mettre dehors aussi. Et pendant la crise bancaire, nous nous sommes rendu compte qu'on ne peut pas reconstituer des œufs à partir d'œufs brouillés. Vous voyez, les œufs sont déjà brouillés.

On ne peut pas recoller les morceaux d'un œuf cassé. C'est pour ça que je me dis aujourd'hui : bon, il faut aller de l'avant. Il faut achever le projet et construire les derniers éléments qui manquent : la structure républicaine, la participation des citoyens, la démocratie et le tissu social autour de ce que nous avons déjà. C'est en tout cas ce que propose le livre, non ? Et c'est pour ça qu'on ne peut pas comparer l'Union européenne d'aujourd'hui au degré de coopération et d'association en Asie, parce que, d'une certaine manière, nous avons franchi le Rubicon. Oui. Nous avons déjà, en quelque sorte, démantelé nos États. C'est ça, l'essentiel à comprendre. Le marché unique de l'Union européenne a démantelé le tissu de chacun des États membres, sans exception. C'est ce qu'il faut comprendre. Et donc, mon livre pose la question : un seul des États membres actuels de l'Union européenne peut-il sortir de ce pétrin tout seul ? Ma réponse est non. C'est non.

#Pascal

Non, non, non, il faudrait le faire ensemble. C'est vrai. Je veux dire, le seul moyen, le seul moyen de se débarrasser de l'Union européenne, ce serait que les membres actuels de l'UE se réunissent en tant qu'États-nations et disent : « On va abolir ce machin, et maintenant, on va conclure un traité entre nous, les vingt-sept, pour mettre en place la structure suivante. » Mais cette nouvelle structure devrait alors, évidemment, reprendre ce qui découle du bazar actuel de l'UE, parce que c'est un système qui fonctionne. Il faudrait donc qu'elle reprenne le système et assure la continuité, selon un processus un peu plus complexe que ce qui s'est passé lors du passage de la Société des Nations à l' Organisation des Nations unies. Il fallait bien faire quelque chose de ce qu'on avait hérité de la Société des Nations, alors tout cela a été intégré à l'ONU. Il faudrait donc créer la nouvelle structure, puis y intégrer l'ancienne, mais avec un cadre théorique bien meilleur, pour être sûrs de ne pas créer un autre monstre.

#Ulrike Guérot

Et pourtant, il existe évidemment toute une littérature en science politique sur la différence entre une institution supranationale et une institution internationale. Et, là encore, l'Europe a franchi le

Rubicon. Donc, si vous dites : « Revenons à l'État-nation », la première question, et je la pose dans mon questionnaire, c'est : est-ce qu'on renonce au marché unique ? Est-ce qu'on renonce à l'euro, hein ? Et puis, je veux dire, le Brexit a pu avoir lieu parce que, même si sortir les Britanniques du marché unique était déjà un sacré casse-tête, le Brexit n'aurait jamais pu se produire s'ils avaient été dans l'euro. Voilà. Donc, quand on parle aujourd'hui de quitter l'Union européenne en Europe continentale, ça veut dire quitter l'euro. Et je suis bien la dernière personne à défendre la structure actuelle de l'euro.

J'étais très ému par cette soi-disant crise de l'euro et par le chauvinisme, les « Grecs paresseux », et tout ça. Ce n'est donc pas ce que je défends. En revanche, je défends l'idée qu'il faut d'abord se demander s'il est judicieux, aujourd'hui, de sortir de l'euro, parce que c'est un instrument d' émancipation. Et il faut se rappeler l'idée qui a présidé à sa création, avant qu'il soit dévoyé, qu'il devienne néolibéral, et ainsi de suite. C'était Kissinger, oui : « Le dollar, c'est notre monnaie et votre problème. » C'était en mille neuf cent soixante-douze. Et puis Giscard et Schmidt se sont dit : « Bon, si le dollar est leur monnaie et notre problème, peut-être qu'on devrait faire quelque chose. » Et c' est là que tout a démarré, dès mille neuf cent soixante-dix. Pierre Werner était le ministre luxembourgeois des Finances qui a rédigé une sorte de première ébauche d'une monnaie commune.

Et puis c'est arrivé : le traité de Maastricht en mille neuf cent quatre-vingt-douze, puis, en deux mille deux, l'euro. Il aura donc fallu trente-deux ans pour qu'il voie vraiment le jour, oui. Mais aujourd'hui, je dirais toujours que l'euro en tant que monnaie… Ce qui, d'ailleurs, ne veut pas dire que, sous mon petit toit européen, toutes les petites entités ne pourraient pas avoir leur propre monnaie, vous voyez ? Aujourd'hui, nous avons des monnaies régionales, comme le Chiemgauer en Allemagne. C' est une véritable petite monnaie locale. Donc, je pense qu'il y aurait moyen de donner aux localités, aux régions, leurs propres petits systèmes économiques, si elles souhaitent avoir une petite monnaie régionale. Mais le toit qui fait, en quelque sorte, le lien entre l'Europe intérieure et l'Europe dans le monde, oui, je pense que ce doit être un euro réformé. Réformé, pourquoi ? Parce qu'il nous faut évidemment, au fond, effacer la dette.

Je veux dire, toute cette dette ukrainienne est insupportable, donc il faudrait une réforme monétaire. Mais la vraie question que je pose, c'est : et si nous abandonnions l'euro, avec un Dexit, un Frexit, et que nous mettions ainsi fin à l'union monétaire ? Ce que je soutiens, c'est que la première monnaie que nous aurions, ce ne serait pas le retour de la lire, de l'escudo, du florin ou du franc. Nous aurions le dollar, parce que c'est ce qui se joue ici, dans un jeu davantage géographique et géostratégique. Les États-Unis stabilisent l'hémisphère occidental, du Groenland, qu'ils ont en gros acheté maintenant, jusqu'à l'Argentine. Et puis il y a la carte que j'ai montrée lors de ma présentation à Kyoto, où les États-Unis essaient, en gros, d'intégrer la partie occidentale de l'Europe à leur hémisphère occidental.

Voilà. Et c'est la ligne actuelle de l'OTAN, de la Finlande et de la Suède jusqu'à la Turquie. Ça veut donc dire qu'aujourd'hui, une petite partie de l'ouest de l'Europe reste accrochée à cette espèce de sphère américaine. Je ne veux pas de ça. Oui. Les États-Unis ont donc déjà le complexe des GAFA,

le complexe du dollar et le complexe de l'OTAN. Ce que nous vivons en ce moment même, c'est une fusion entre l'Union européenne et l'OTAN, un complexe OTAN-UE de plus en plus autoritaire, avec le règlement sur les services numériques, et ainsi de suite. Et s'il se passe quelque chose en Europe qui crée un vide de pouvoir — l'abandon de la monnaie, le Brexit, et ainsi de suite —, je parierais que la première monnaie qu'on aura en Europe, ce sera le dollar. Et là, il n'y aura plus aucune voie possible vers l'émancipation européenne. C'est ça, ce que je veux dire.

#Pascal

C'est très probable. Mais je voudrais quand même vous poser une question, parce que, pour moi, le défaut fondamental de l'euro, c'est qu'on a une monnaie commune à plusieurs pays, et un marché commun, mais aucun moyen de vraiment compenser les déséquilibres entre les régions. Il n'y a pas de transferts de fonds, n'est-ce pas ? C'est bien là le problème. S'il y avait des mécanismes de redistribution, ça pourrait probablement fonctionner. Mais ce qui se passe aujourd'hui, c'est que tout le monde est lié à la même monnaie, ce qui donne un avantage concurrentiel déloyal à ceux qui étaient déjà très industrialisés. Ils aspirent alors les ressources des autres régions et y détruisent l' industrie locale.

S'ils avaient des monnaies différentes, ce qui se passerait, c'est que la monnaie, de ce côté-ci, se déprécierait. Les produits y deviendraient donc moins chers, et par conséquent plus compétitifs. On pourrait alors développer l'activité, et les industries pourraient se faire concurrence. Sans cette possibilité, pour éviter que les régions ne perdent leurs industries, il faut un mécanisme de redistribution. Tous les États-nations en ont d'ailleurs un en interne, parce que c'est indispensable. Même les États-Unis en ont un. La Suisse aussi. Mais la zone euro n'en avait pas, ce qui creuse un fossé toujours plus grand entre la partie industrialisée et la partie rurale. Donc, dans la république, cela ferait partie intégrante du système, je suppose.

#Ulrike Guérot

Oui, évidemment. Enfin, merci de le dire. C'est la première partie de l'analyse de l'IA. Et ensuite, mon idée, c'est qu'il faut donner un nouvel élan aux régions et les intégrer à la chaîne de valeur mondiale de l'Europe. Et ça passe essentiellement par les infrastructures. Et puis, dans l'Union européenne, on a un système budgétaire complètement bizarre. Déjà, le budget européen ne représente toujours que un virgule six pour cent du PIB européen. On surestime toujours la part européenne du budget. L'essentiel reste constitué des budgets nationaux. C'est un virgule six pour cent. Mais, au fond, là encore, ce système a accentué le fossé entre les campagnes et les villes, à travers des politiques essentiellement néolibérales et la concurrence, et il a délaissé les régions. Et avec le marché unique, nous avons créé le problème politique populiste auquel nous sommes confrontés.

Et, vous savez, je travaillais pour Jacques Delors. Ça fait trente ans que j'écris là-dessus, vous savez. Ça me rend dingue. Alors, finalement, on a pu comprendre. Mais le fait est que Jacques Delors disait

déjà : « On ne tombe pas amoureux d'un marché unique. » Et aujourd'hui, en science politique, on a développé le terme, ou la notion, de « citoyens du marché ». On nous dit que nous sommes des citoyens européens. Le président de la Commission s'adresse à nous en tant que citoyens européens. Nous ne sommes pas des citoyens européens. Nous sommes des citoyens finlandais, portugais, ou que sais-je encore, français, allemands. Nous partageons simplement un marché, une économie et l'euro, ce qui veut dire qu'en termes de science politique, nous sommes des citoyens du marché.

Et ça, d'une certaine manière, c'est insensé. Parce que, vous savez, pour le dire très simplement, le marché unique, ce n'est rien d'autre que la dénationalisation des marchandises. Quand nous avons créé le marché unique dans les années quatre-vingt, il y avait le Reinheitsgebot pour la bière allemande, les Italiens avec leurs pâtes avec ou sans œufs, la feta grecque et le cognac français. Chacun avait son produit national et disait : « C'est un produit exclusivement national. » Et puis nous avons créé le marché unique en disant : « Écoutez, toutes les marchandises ont les mêmes droits au sein du marché unique, et elles peuvent et doivent être vendues dans n'importe quel supermarché. » Et depuis, on trouve du cognac en Allemagne. Voilà donc ce qu'était le marché unique.

L'égalité des biens. Ensuite, nous avons créé un marché unique, une monnaie unique, l'euro, qui circule lui aussi sans frontières sur tout le territoire de l'Union européenne, n'est-ce pas ? Les seuls à ne pas avoir les mêmes droits sur le territoire actuel de l'Union européenne, ce sont les citoyens, c'est-à-dire nous. Parce qu'au bout du compte, je reste finlandais, français ou italien. Et je vais vous donner un exemple. Vous êtes une Allemande mariée à un Néerlandais, et vous vivez à Amsterdam. Il meurt. Vous retournez vivre en Allemagne. Vous ne touchez pas la pension de veuve néerlandaise, n'est-ce pas ? Vous partez travailler en France, vous vous retrouvez au chômage, et vous ne touchez pas les allocations chômage françaises parce que vous êtes toujours citoyenne allemande.

Il y a des dizaines et des dizaines, des milliers et des millions de cas comme celui-ci. Donc les seuls qui ne bénéficient pas de l'égalité des droits, ce sont les citoyens, à commencer par l'égalité devant le vote. Parce que tout ce système de vote au Parlement européen est, en quelque sorte, complètement biaisé : il ne respecte pas le principe « une personne, une voix ». Le poids des voix n'est pas le même à Malte et en Allemagne. La représentation est totalement injuste. Elle n'est pas proportionnelle. Il n'y a donc pas d'égalité des citoyens devant la loi. Il n'y a pas d'égalité devant le vote. Au bout du compte, ce système qu'on appelle le trilogue — vous savez, un Conseil, un Parlement et une Commission — ne peut fonctionner selon aucun critère démocratique. Donc, pour moi, la seule question, c'est : peut-on changer cela ?

#Pascal

Oui. Et c'est une grande question sur laquelle nous devrons travailler et à laquelle il nous faudra répondre à l'avenir. Nous arrivons à la fin de cet entretien, mais je trouve vraiment que vous ouvrez ici des débats très, très importants. Et je le rappelle à toutes les personnes qui nous regardent : Ulrike a un très beau site, Final Europe. Vous le trouverez à l'adresse endlich — E-N-D-L-I-C-H —

tiret Europa point EU. Je mettrai le lien vers ce site dans la description ci-dessous. Allez y jeter un œil. Laissez-vous inspirer. Réfléchissez-y. Personne parmi nous ne prétend avoir la recette miracle, mais nous avons des idées, n'est-ce pas ? Et nous les partageons. Et plus nous les partageons, plus nous avons de chances de nous rapprocher de quelque chose qui ne serait pas seulement séduisant, mais qui pourrait aussi fonctionner. Ulrike, je vous laisse le mot de la fin.

#Ulrike Guérot

Je voudrais simplement vous demander une faveur. Retournez sur le site et cherchez le petit jingle. Et peut-être que, pour conclure cet entretien, vous pourriez en passer les premières secondes, parce que c'est une musique qu'un de mes amis a créée. Et ce que les gens entendront, dans vingt-sept langues, c'est : « Vous êtes un citoyen européen. » Et j'aime cette musique parce qu'elle est amusante, vous voyez ? Et c'est cet état d'esprit que j'aimerais qu'on retrouve en Europe.

#Pascal

Écoutons ça.

#Pascal

Je suis un citoyen européen.

#Ulrike Guérot

C'est assez différent de l'Union européenne, non ?

#Pascal

Ce serait bien qu'on arrive à se comprendre, non ? Ulrike Guérot, merci beaucoup de nous avoir accordé votre temps aujourd'hui.

#Ulrike Guérot

Merci beaucoup.